



Offre d'emploi : Avocat·e de litige

L'organisme est à la recherche d'un·e avocat·e ayant de l'expérience avérée en litige afin de contribuer aux interventions stratégiques de l'organisme devant les instances judiciaires et administratives. Fondé en 1989, le Centre québécois du droit de l'environnement (CQDE) est le seul organisme de bienfaisance au Québec à offrir une expertise juridique indépendante pour protéger l'environnement.

Vous êtes passionné·e par le droit, stratège et motivé·e à utiliser votre expertise pour influencer positivement sur la protection de la biodiversité et de ses espèces en situation précaire, pour agir face à la crise climatique et la pollution et pour protéger les droits environnementaux de la population ? Il s'agit d'une opportunité unique de joindre une organisation réputée et en croissance, dans une ambiance stimulante et décontractée aux côtés d'une équipe engagée et chevronnée, entourée d'un réseau de juristes expertes dans différents domaines liés à l'environnement et en collaboration avec de nombreux acteurs du mouvement environnemental du Québec et du Canada.

Responsabilités principales

- Participer activement à l'élaboration de stratégies de litige et d'intervention devant les instances judiciaires, administratives, juridictionnelles ou quasi judiciaires et collaborer dans la réalisation des dossiers de litige de l'organisation tout en assurant la gestion des dossiers à sa charge;
- Représenter l'organisation devant ces instances dans les dossiers de litige;
- Contribuer aux réflexions stratégiques en matière de réforme du droit;
- Entretenir des liens avec les personnes qui collaborent avec l'organisation et représenter celle-ci auprès des différentes parties prenantes ainsi que lors d'activités publiques;
- Contribuer aux activités de vulgarisation juridique, de communication, y compris auprès des médias, et à des activités de recherche de financement et reddition de compte de l'organisation lorsque pertinent;
- Contribuer, lorsque sollicitée, à de la recherche et analyse juridique de différents projets de loi, règlement ou politique touchant la protection de l'environnement au Québec et au Canada ou la participation du public;
- Effectuer de la recherche fondamentale sur des enjeux environnementaux émergents nécessitant l'innovation de solutions juridiques;
- Effectuer, lorsque sollicité, de la recherche en lien avec des demandes de citoyen·nes et organismes qui souhaitent de l'information juridique sur des problématiques environnementales ou connexes à la mission de l'organisme;
- Contribution à la préparation de positions publiques de l'organisme;
- Effectuer d'autres tâches connexes liées à la réalisation de la mission de l'organisme.



Qualifications recherchées

- Être membre du Barreau du Québec;
- Minimum 6 ans d'expérience professionnelle pertinente et/ou une expérience équivalente;
- Détenir des connaissances juridiques dans des domaines de pratique du droit pertinents pour la mission de l'organisation (droit de l'environnement, administratif, constitutionnel, municipal, etc.) sera valorisé dans l'examen des candidatures;
- Être déterminé·e à œuvrer pour la protection de l'environnement par le droit. Une expérience professionnelle ou bénévole en défense des droits (justice écologique et environnementale, justice sociale, milieu communautaire, etc.) sera valorisée dans l'examen des candidatures;
- Maîtrise impeccable du français à l'oral et à l'écrit;
- Très bonne maîtrise de l'anglais à l'oral et à l'écrit.

Conditions de travail

- Lieu d'emploi : Montréal (des exceptions peuvent être considérées en fonction du lieu de résidence du ou de la candidat·e retenu·e);
- Mode de travail : hybride (2 jours de présentiel par semaine);
- Poste permanent à temps plein (35 heures par semaine) avec un horaire allégé durant la période estivale;
- Salaire compétitif pour le secteur des OBNL : salaire d'entrée de 41,16 \$/heure, avec possibilité de majoration en fonction de l'expérience de la personne retenue et de notre structure salariale;
- Cinq semaines de vacances dès l'entrée en fonction (trois semaines de vacances et deux semaines de congé hivernal en décembre);
- Accès à des assurances collectives;
- Accès à un régime volontaire d'épargne-retraite (avec contribution de l'employeur);
- 7 jours de congés maladie ou personnels;
- Cotisations professionnelles payées par l'employeur;
- Bonification des prestations de maternité et parentales;
- Programme de formation professionnelle et allocation pour le transport actif.

Date d'entrée en fonction: automne 2025 (date flexible)

Soucieux d'assurer le respect de l'accès à l'égalité en emploi, le CQDE incite les personnes s'identifiant à un ou plusieurs groupes discriminés ou marginalisés à poser leur candidature. Merci de faire parvenir votre CV ainsi qu'une lettre de motivation à l'attention de Geneviève Paul avec l'objet « Candidature – Avocat·e de litige » à rh@cqde.org. **Les candidatures seront acceptées sur une base continue.** Veuillez noter que seules les personnes retenues pour une entrevue seront contactées.